

ROYAUME DU MAROC

**MINISTERE DE L'INTERIEUR
CONSEIL REGIONAL FES -MEKNES**

RÈGLEMENT DE CONSULTATION

**AMENAGEMENT DE A PISTE RELIANT LA VOIE MENANT A LA RP 5001
ET DOUAR BRARCHA VIA DOUAR EL GNAOUI A LA COMMUNE MOULAY YAACOUB
PROVINCE MOULAY YAACOUB**

L'APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRE DE PRIX N° : 54/RFM/2018.

du 17/09/2018 à 14 :30 heures

Marché passé par appel d'offres ouvert sur offre de prix en application de l'alinéa 2, paragraphe 1 de l'article 16 et paragraphe 1 de l'article 17 et alinéa 3, paragraphe 3 de l'article 17 du décret n° 2-12-349 du 08 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics.

SOMMAIRE

ηηηηη

Article 1 : Objet du règlement de la consultation

Article 2 : Répartition en lots

Article 3 : Maître d'ouvrage

Article 4 : Composition du dossier d'appel d'offres

Article 5 : Conditions requises des concurrents

Article 6 : Date et lieu de la séance publique d'ouverture des plis

Article 7 : Liste des pièces justifiant les capacités des concurrents et des pièces complémentaires

Article 8 : Modifications dans le dossier d'appel d'offres

Article 9 : Informations des concurrents

Article 10 : Contenu et présentation des dossiers des concurrents

Article 11 : Retrait des dossiers d'appel d'offres

Article 12 : Dépôt des plis

Article 13 : Retrait des plis

Article 14 : Langue de présentation des dossiers

Article 15 : Monnaie dans laquelle le prix des offres doit être formulé et exprimé

Article 16 : Préférence en faveur de l'entreprise nationale

Article 17 : Mesures en faveur de la petite et moyenne entreprise

Article 18 : Délai de validité des offres

Article 19 : Examen des offres et secret de délibération

Article 20 : Critères d'appréciation des capacités techniques et financières des concurrents

Article 21 : Critères d'évaluation des offres

Article 22 : Résultat définitif de l'appel d'offres

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

ηηηηη

Article 1 : Objet du règlement de la consultation

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offres ouvert sur offres des prix n° 54/RFM/2018 ayant pour objet les **Travaux AMENAGEMENT DE A PISTE RELIANT LA VOIE MENANT A LA RP 5001 ET DOUAR BRARCHA VIA DOUAR EL GNAOUI A LA COMMUNE MOULAY YAACOUB**

PROVINCE MOULAY YAACOUB. Il est établi en vertu des dispositions de l'article 18 du décret n° 2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics.

Les prescriptions du présent règlement ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par le décret n° 2-12-349 précité. Toute disposition contraire au décret précité est nulle et non avenue. Seules sont valables les précisions et prescriptions complémentaires conformes aux dispositions de l'article 18 et des autres articles du décret n° 2-12-349 précité.

Article 2 : Répartition en lots

Le présent appel d'offres concerne un marché lancé en **lot unique**.

Article 3 : Maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage du marché objet du présent appel d'offres est LE CONSEIL REGIONAL FES-MEKNES, et la supervision sera assurée par l'AREP de la région Fès-Meknès en coordination avec La province et la commune concernées.

Article 4 : Composition du dossier d'appel d'offres

Conformément aux dispositions de l'article 19 du décret n° 2-12-349 précité le dossier d'appel d'offres comprend :

- La copie de l'avis d'appel d'offres ;
- L'exemplaire du cahier des prescriptions spéciales ;
- Le bordereau des prix - détail estimatif ;
- Le modèle de l'acte d'engagement ;
- Le modèle de la déclaration sur l'honneur ;
- Le présent règlement de la consultation.

Article 5 : Conditions requises des concurrents

Conformément aux dispositions de l'article 24 du décret 2-12-349 précité :

a- Seules peuvent participer au présent appel d'offres les personnes physiques ou morales qui :

- Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
- Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles dûment définitives ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement et ce conformément à la législation en vigueur en matière de recouvrement ;
- Sont affiliés à la C.N.S.S ou à un régime particulier de prévoyance sociale et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaires et sont en situation régulière auprès de ces organismes ;

b- Ne sont pas admises à participer à la présente consultation :

- Les personnes en liquidation judiciaire ;
- Les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente ;

- Les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par l'article 159 du décret 2-12-349 précité ;
- Les personnes visées à l'article 22 de la loi n°78-00 portant charte communale promulguée par le dahir n°1-02-297 en date du 25 regeb 1423 (3 Octobre 2002) pour les marchés des communes ;
- Les personnes visées à l'article 24 de la loi n° 79-00 relative à l'organisation des collectivités préfectorales et provinciales promulguée par le dahir n°1-02-269 en date du 25 regeb 1423 (3 Octobre 2002) pour les marchés des préfectures et provinces ;
- Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans une même procédure de passation des marchés.

Article 7 : Liste des pièces justifiant les capacités des concurrents et des pièces complémentaires

Conformément aux dispositions de l'article 25 du décret 2-12-349 précité, les pièces à fournir par les concurrents sont :

1. Dossier administratif comprenant :

1.1 Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :

- a. **La déclaration sur l'honneur**, en un exemplaire unique, comportant les mentions prévues à l'article 26 du décret n°2-12-349 précité ;
- b. **L'original du récépissé du cautionnement provisoire** ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu, le cas échéant ;
- c. **Pour les groupements, une copie légalisée** de la convention constitutive du groupement prévue à l'article 157 du décret n°2-12-349 précité ;

1.2 Pour le concurrent, auquel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées à l'article 40 du décret n°2-12-349 précité :

- a) **La ou les pièces justifiant les pouvoirs** conférés à la personne agissant au nom du concurrent tel que prévu par l'article 25 du décret n°2-12-349 précité ;
- b) **L'attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale** délivrée depuis moins d'un an par l'administration compétente du lieu d'imposition, certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du décret n°2-12-349 précité. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;
- c) **L'attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale** délivrée depuis moins d'un an par la CNSS, certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 24 du décret n°2-12-349 précité ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n°1-72-184 du 15 Joumada II 1392 (27 Juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme ;
- d. **Le certificat d'immatriculation au registre du commerce** pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur.

N.B : Les concurrents non installés au Maroc sont tenus de fournir l'équivalent des attestations visées aux paragraphes b, c et d ci-dessus délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance. A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative, du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

2. Dossier technique comprenant :

- a. **Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent**, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations à l'exécution desquelles il a participé et la qualité de sa participation ;

- b. **Les attestations des travaux similaires, ou leurs copies certifiées conformes à l'original délivrées par les maîtres d'ouvrages publics ou privés ou par les hommes de l'art** sous la direction desquels le concurrent a exécuté lesdites prestations durant les cinq dernières années (2013-2017). Chaque attestation précise, notamment, la nature des prestations, leur montant et l'année de réalisation ainsi que le nom et la qualité du signataire et son appréciation. **Ces attestations doivent être d'un montant chacune supérieur ou égale à Un Million de dirhams.**

N.B :

- Les attestations de référence des sous-traitants doivent être notifiées par le maître d'ouvrage, conformément à l'article 158 du décret n°2-12-349 précité.
- Toute attestation non certifiée par le maître d'ouvrage ne sera pas prise en considération.

3. Un dossier complémentaire comprenant :

- Le cahier des prescriptions spéciales (C.P.S) signé à la dernière page avec la mention manuscrite « lu et accepté » et paraphé sur toutes les pages par le concurrent ou par la personne habilitée à cet effet ;
- Le présent règlement de la consultation signé à la dernière page et paraphé sur toutes les pages par le concurrent ou par la personne habilitée à cet effet.

4. Une Offre financière comprenant :

- L'acte d'engagement établi tel qu'il est défini à l'article 27 du décret n° 2-12-349 précité ;
- Le bordereau des prix et détail estimatif.

En cas de discordance entre les prix unitaires du bordereau des prix et ceux du détail estimatif, les prix du bordereau des prix prévalent.

En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement, et de celui du détail estimatif, du bordereau des prix-détail estimatif ou du bordereau du prix global, selon le cas, le montant de ces derniers documents est tenu pour bon pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

Article 8 : Modifications dans le dossier d'appel d'offres

Conformément aux dispositions du § 7 de l'article 19 du décret n° 2-12-349 précité, des modifications peuvent être introduites dans le dossier d'appel d'offres. Ces modifications ne peuvent en aucun cas changer l'objet du marché.

Si des modifications sont introduites dans le dossier d'appel d'offres, elles seront communiquées à tous les concurrents ayant retiré ledit dossier suffisamment à l'avance et en tout cas avant la date d'ouverture des plis prévue pour la réunion de la commission d'appel d'offres.

Lorsque les modifications nécessitent la publication d'un avis modificatif, celui-ci doit être publié conformément aux dispositions du § 2-I, de l'article 20 du décret 2-12-349 précité.

Ces modifications peuvent intervenir à tout moment à l'intérieur du délai initial de publicité de l'avis sous réserve que la séance d'ouverture des plis ne soit tenue que dans un délai minimum de dix (10) jours à compter du lendemain de la date de la dernière publication de la modification sans que la date de la nouvelle séance ne soit antérieure à celle initialement.

Les modifications visées ci-dessus interviennent dans les cas suivants :

- Lorsqu'elles nécessitent un délai supplémentaire pour la préparation des offres ;
- Lorsqu'il s'agit de redresser des erreurs manifestes constatées dans l'avis publié ;
- Lorsque, après publication de l'avis, le délai qui doit courir entre la date de la publication et la séance d'ouverture des plis n'est pas conforme au délai réglementaire.

Article 9 : Informations des concurrents

Conformément aux dispositions de l'article 22 du décret n° 2-12-349 précité, tout concurrent peut demander au maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par voie électronique de lui fournir des éclaircissements ou renseignement concernant l'appel d'offres ou les documents y afférent. Cette demande n'est recevable que si elle parvient au maître d'ouvrage au moins sept (7) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Tout éclaircissement ou renseignement, fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier, doit être communiqué le même jour et dans les mêmes conditions, et au moins trois (3) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis, aux autres concurrents ayant retiré le dossier d'appel d'offres et ce par lettre avec accusé de réception, par fax confirmé ou par voie électronique. Il est également mis à la disposition de tout autre concurrent et communiqué aux membres de la commission d'appel d'offres.

Article 10 : Contenu et présentation des dossiers des concurrents

a) Contenu des dossiers des concurrents :

Conformément aux dispositions de l'article 27 du décret n° 2-12-349, les dossiers présentés par les concurrents doivent comporter :

- Le dossier administratif précité (Cf. article 7 ci-dessus) ;
- Le dossier Technique précité (Cf. article 7 ci-dessus) ;
- Le dossier complémentaire précité (Cf. article 7 ci-dessus) ;
- Un dossier de l'offre financière comprenant :
 - L'acte d'engagement, établi comme il est précisé au § 1-a de l'article 27 du décret n° 2-12-349 précité.
 - Le bordereau des prix - détail estimatif comme il est précisé au § 1-b de l'article 27 du décret n° 2-12-349 précité ;

Le montant de l'acte d'engagement ainsi que les prix unitaires du bordereau des prix-détail estimatif doivent être écrits en chiffres et en toutes lettres.

Lorsqu'un même prix est indiqué en chiffres et en lettres et qu'il existe une différence entre ces deux modes d'expression, le prix indiqué en toutes lettres fait foi.

En cas de discordance entre les indications de prix de ces différents documents, ceux libellés en toutes lettres du bordereau des prix, le cas échéant, sont tenus pour bons pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

b) Présentation des dossiers des concurrents :

Conformément aux dispositions de l'article 29 du décret n° 2-12-349 précité, le dossier présenté par chaque concurrent est mis dans un pli cacheté portant :

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- L'objet du marché ;
- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis ;
- L'avertissement que « le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance publique d'ouverture des plis ».

Ce pli contient deux enveloppes distinctes :

- La première enveloppe contient le dossier administratif, le dossier technique, le dossier complémentaire et le CPS signé et paraphé par le concurrent ou la personne habilitée à cet effet. Cette enveloppe doit être cachetée et porter de façon apparente, outre les indications portées sur le pli, la mention " Dossier administratif, technique et complémentaire ".
- La deuxième enveloppe contient l'offre financière du soumissionnaire. Elle doit être cachetée et porter de façon apparente, outre les indications portées sur le pli, la mention " Offre Financière ".

Article 11 : Retrait des dossiers d'appel d'offres

Le dossier d'appel d'offres est mis à la disposition des concurrents dans le bureau du MAITRE D'OUVRAGE dès la parution de l'avis d'appel d'offres au portail des marchés de l'Etat ou au premier journal et jusqu'à la date limite de remise des offres.

Le dossier d'appel d'offres est mis gratuitement à la disposition des concurrents.

Le dossier d'appel d'offres peut être téléchargé sur le portail des marchés de l'Etat (www.marchespublics.gov.ma).

Il peut également être envoyé par voie postale aux concurrents qui le demandent par écrit à leurs frais et à leurs risques et périls.

Article 12 : Dépôt des plis

Conformément aux dispositions de l'article 31 du décret n° 2-12-349 précité, les plis sont au choix des concurrents :

- Soit déposés, contre récépissé dans le bureau d'ordre du MAITRE D'OUVRAGE ;
- Soit envoyés par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité ;
- Soit remis, séance tenante au président de la commission au début de la séance, et avant l'ouverture des plis. Le délai pour la réception des plis expire à la date et à l'heure fixée par l'avis d'appel d'offres pour la séance d'admission.

Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixée ne sont pas admis.

Le pli contenant la demande d'admission et les dossiers qui l'accompagnent doit être cacheté et doit porter les indications suivantes :

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- L'objet du marché ;
- La date et l'heure de la séance publique d'ouverture des plis.

Article 13 : Retrait des plis

Conformément aux dispositions de l'article 32 du décret n°2-12-349 précité, tout pli déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixée pour l'ouverture des plis.

Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité. La date et l'heure sont enregistrées par le maître d'ouvrage dans le registre spécial visé à l'article 13 ci-dessus.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent, dans les conditions de dépôt des plis prévues à l'article 31 du décret n° 2-12-349 précité, présenter de nouveaux plis.

Article 14 : Langue de présentation des dossiers

Tous les documents relatifs à la réponse au présent dossier et tous les textes, mémoires ou note relatifs à l'exécution du marché seront rédigés en langue française.

Article 15 : Monnaie dans laquelle le prix des offres doit être formulé et exprimé

Pour les concurrents qui ne sont pas installés au Maroc, les prix des offres doivent être exprimés en Euro. Dans ce cas, pour être évalués et comparés aux autres concurrents, les montants de ces offres seront convertis en dirham. Cette conversion sera effectuée sur la base du cours vendeur du dirham en vigueur le premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis, donné par Bank Al-Maghrib.

Article 16 : Préférence en faveur de l'entreprise nationale

Lorsque des entreprises étrangères soumissionnent au présent appel d'offres, une préférence est accordée aux offres présentées par les entreprises nationales.

Les montants des offres présentés par les entreprises étrangères seront majorés d'un pourcentage ne dépassant pas quinze pour cent 15%.

Article 17 : Mesures en faveur de la petite et moyenne entreprise

Le maître d'ouvrage réserve 20% du montant prévisionnel des marchés à la petite et moyenne entreprise nationale.

Article 18 : Délai de validité des offres

Les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de **75 jours**, à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.

Si la commission d'appel d'offres estime ne pas être en mesure d'effectuer son choix pendant le délai prévu ci-dessus, le maître d'ouvrage saisit les concurrents, avant l'expiration par lettre recommandée avec accusé de réception et leur propose une prorogation pour un nouveau délai qu'il fixe. Seuls les concurrents ayant donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au maître d'ouvrage, avant la date limite fixée par ce dernier, restent engagés pendant ce nouveau délai.

Article 19 : Examen des offres et secret de délibération

L'examen des offres sera effectué par une commission désignée à cet effet, conformément à l'article 35 du décret n° 2-12-349 du 08 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics.

Les membres de la commission sont tenus au secret professionnel pour tout ce qui concerne les éléments portés à leur connaissance. Il en est de même pour toute personne, fonctionnaire, expert ou technicien, appelée à participer aux travaux de ladite commission.

Article 20 : Critères d'appréciation des capacités techniques et financières des concurrents

La commission apprécie les capacités financières et techniques des concurrents au vu des éléments contenus dans leurs dossiers administratif, technique et complémentaire ainsi que de leurs offres financières.

Article 21 : Critères d'évaluation des offres

Conformément aux dispositions **des articles 36, 40 et 41 du décret n° 2-12-349 précité**, l'examen des offres financières concerne les seuls candidats admis à l'issue de l'examen de leurs dossiers administratifs et techniques.

L'évaluation sera suivant 2 phases :

1. Première phase : Analyse préliminaire des offres

Cette analyse tend à s'assurer de la conformité des offres par rapport aux stipulations du CPS et du présent règlement de la consultation. Elle concerne notamment le dossier administratif et le dossier technique et se matérialise par l'une des deux conclusions suivantes :

- Acceptation de l'offre ;
- Rejet de l'offre pour non-conformité aux articles du CPS ou du présent règlement de la consultation.

2. Deuxième phase : Evaluation des offres financières

L'examen des offres financières concerne les seuls candidats retenus à l'issue de l'examen du dossier administratif et technique prévue ci-dessus. **L'offre la plus avantageuse à retenir par l'administration est celle la moins disante.**

Article 22 : Résultat définitif de l'appel d'offres

Les résultats d'examen des offres seront affichés dans les locaux du maître d'ouvrage et publiés le cas échéant, dans le portail électronique ayant servi à la publication de l'avis d'appel d'offres dans les vingt quatre heures suivant l'achèvement des travaux de la commission, pendant une période de cinq (05) jours francs au moins. Ces résultats sont également publiés au portail des marchés de l'Etat prévu à l'article 55 du décret n°2.12.349 du 08 Joumada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

Le maître d'ouvrage informe le soumissionnaire retenu de l'acceptation de son offre par lettre recommandée avec accusé de réception et le cas échéant, par fax confirmé, par voie électronique ou par tout autre moyen approprié. Cette lettre doit lui être adressée dans un délai qui ne peut dépasser cinq (05) jours francs à compter de la date d'achèvement des travaux de la commission.

Dans le même délai, il avise également les soumissionnaires éliminés du rejet de leurs offres, en leur communiquant les motifs de leur éviction, par lettre recommandée avec accusé de réception. Cette lettre est accompagnée, le cas échéant, du récépissé du cautionnement provisoire ou de l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu.

Les éléments ayant été à l'origine de l'élimination des concurrents doivent être conservés par le maître d'ouvrage pendant un délai de cinq ans minimum.

Aucun soumissionnaire ne peut prétendre à indemnité si son offre n'a pas été acceptée ou s'il n'a pas été donné suite à l'appel d'offres.

Fait à.....le.....

LE CONCURRENT
« LU ET ACCEPTE »

L'ORDONNATEUR

